



Présidence de la Commission européenne

Le Parlement européen a reconduit, mercredi 16 septembre 2009, José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne pour un deuxième mandat de cinq ans par 382 voix pour, 219 voix contre et 117 abstentions (718 députés européens).

Sous la pression d'un certain nombre de parlementaires, notamment du groupe socialiste, M. Barroso a été obligé de s'engager devant le Parlement, à "développer un cadre de qualité pour les services d'intérêt général". Le CELSIG veillera à ce qu'il tienne cet engagement et que ce ne soit pas juste une promesse destinée à se faire réélire.

Droits des passagers

Depuis le 30 juillet dernier, les passagers européens peuvent accéder à un document résumant en dix points leurs principaux droits et obligations de passagers de transports tels qu'ils existent dans la législation communautaire. Ce document établi par la Commission européenne, sera mis à jour tous les six mois. Il donne également les coordonnées permettant d'en savoir plus et/ou de déposer une plainte.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEM/O/09/356&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

Services d'intérêt général et développement durable

Deux communications ont été publiées pendant l'été par la Commission européenne. La première, du 24 juillet 2009 (COM(2009) 400), intitulée "Intégrer le développement durable dans les politiques de l'UE : rapport de situation 2009 sur la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable" ne mentionne pas les services d'intérêt général. La deuxième communication, du 20 août 2009, intitulée "Le PIB et au delà : mesurer le progrès dans un monde en mutation" (COM(2009) 433) mentionne les "services publics" dans les indicateurs environnementaux et sociaux à ajouter au PIB.

Par ailleurs, est annoncé pour cet automne, un avis exploratoire du Comité économique et social européen sur l'avenir de la stratégie de développement.

Ces documents pourront être utilement versés au nombre de ceux qui seront analysés lors de la journée de réflexion que le CELSIG compte organiser fin 2009/début 2010 sur le thème "services d'intérêt général et développement durable".

Energie

En réponse aux procédures contentieuses lancées contre lui par la Commission européenne, la France s'est engagée, le 15 septembre 2009, à ouvrir davantage son marché de l'électricité le 1er juillet 2010. La réforme s'articulera autour des axes suivants : préservation des tarifs "réglementés" .../...

The European Commission Presidency

On Wednesday, 16 September 2009, the European Parliament voted to give Mr. José Manuel Barroso a second five-year term as the President of the European Commission, by 382 votes for, 219 against and 117 abstentions (718 members of the European Parliament).

Under pressure from a number of parliamentarians, in particular from the Socialist Group, Mr Barroso was forced to commit himself before the Parliament, to "develop a quality framework for services of general interest". CELSIG will see to it that he abides by this commitment and, that it is not just a simple promise intended to seek re-election.

Passenger rights

Starting from 30 July 2009, European passengers have access to an explanatory document outlining, in ten points, their primary rights and obligations as transport passengers, such as they are presented in the European legislation. This document, prepared by the European Commission, will be updated every six months. It also provides details for further information and/or how to file a complaint.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEM/O/09/356&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

Services of general interest and sustainable development

Two communications were published by the European Commission during summer. The first, dated 24 July 2009 (COM (2009) 400), entitled "Mainstreaming sustainable development into EU policies: 2009 Review of the European Union Strategy for Sustainable Development" does not mention services of general interest. The second communication, dated 20 August 2009, entitled "The GDP and Beyond: Measuring progress in a changing world" (COM (2009) 433) mentions "public services" in the environmental and social indicators to be added to GDP.

Further, an exploratory opinion of the European Economic and Social Committee on the future of the development strategy is slated for this fall.

These documents may be profitably added to the list of those that will be discussed during the one day retreat that CELSIG plans to organise, end 2009/early 2010, on the theme of "services of general interest and sustainable development".

Energy

In response to litigations initiated against it by the European Commission, France undertook, on 15 September 2009, to further open its electricity market on 1 July 2010. The reform will mainly focus on the following areas: preservation of "regulated" rates .../...

pour les ménages et les petites entreprises, garantie du financement du parc existant et des nouveaux investissements, ouverture régulée de l'approvisionnement auprès du producteur EDF à tous les fournisseurs en France, disparition des tarifs réglementés pour les grands clients en 2015.

Cour de justice

♦ **Restrictions à la libre prestation de services** : Dans une décision préjudicielle du 8 septembre 2009, arrêt C-42/07, la Cour rappelle que des restrictions à la libre prestation des services peuvent être justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général. Dans le cas particulier des jeux de hasard, elle dit que l'exclusivité donnée par le Portugal à un organisme multiséculaire, à but non lucratif et fonctionnant dans l'étroite dépendance du gouvernement portugais, d'organiser et exploiter les loteries, jeux de loto et paris sportifs par Internet est justifiée par l'objectif de lutte contre la fraude et la criminalité, les risques encourus étant plus grands par Internet. La Cour rappelle aussi qu'en l'absence d'une harmonisation communautaire, il appartient à chaque Etat membre d'apprécier, dans ces domaines, selon sa propre échelle des valeurs, les exigences que comporte la protection des intérêts concernés.

La Cour a rejeté le recours de Bwin, une entreprise privée de jeux en ligne basée à Malte, et de la Ligue portugaise de football professionnel qui avaient organisé des jeux et fait de la publicité pour ces jeux en violation de la loi portugaise.

♦ **Marchés publics de services** : Dans une décision préjudicielle du 19 mai 2009, arrêt C-538/07, la Cour dit que le droit communautaire s'oppose à toute disposition nationale qui instaurerait une interdiction absolue, pour des entreprises entre lesquelles il existe un rapport de contrôle ou qui sont liées entre elles, de participer de manière simultanée et concurrente à un même appel d'offres sans leur laisser la possibilité de démontrer que ce rapport n'a pas influé sur leur comportement respectif dans le cadre de cet appel d'offres.

Dans l'affaire en cause, l'entreprise Assitur contestait le fait que la Chambre de commerce, d'industrie, de l'artisanat et de l'agriculture de Milan (Italie) ait attribué son service de courrier, sur la base du critère de prix le plus bas, à l'entreprise SDA Express Courier SpA dont le capital est détenu par une entreprise elle-même entièrement détenue par Poste Italiane SpA.

♦ **Pouvoir adjudicateur, marché de fournitures ou de services, concession de services ou accord cadre** : Dans une décision du 11 juin 2009, arrêt C-300/07, la Cour dit que des Caisses publiques d'assurance maladie financées à titre principal par des cotisations mises à la charge des affiliés, imposées, calculées et recouvrées selon des règles de droit public, doivent être considérées comme des organismes de droit public et donc comme des pouvoirs adjudicateurs. Elle dit que dans le cas d'un marché public mixte de produits et de services, le critère déterminant est la valeur respective des produits et des services incorporés au marché qu'il convient donc de calculer. Quant à la distinction juridique entre "concession de services" et "accord cadre", elle dit qu'on est en présence d'une concession de services lorsque le mode de rémunération convenu tient dans le droit du prestataire d'exploiter sa propre prestation et implique que celui-ci prenne en charge le risque lié à l'exploitation des services en question.

Dans l'affaire en cause, un fabricant de chaussures orthopédiques contestait la passation d'un marché public par une caisse publique d'assurance maladie allemande et l'Oberlandesgericht de Düsseldorf avait saisi la Cour de manière préjudicielle.

for households and small businesses, securing funding for the sustenance of existing power stations and for new investments, regulated opening for the supply from the producer EDF to all suppliers in France, removal of regulated rates for big customers in 2015.

European Court of Justice

♦ **Restrictions on freedom to provide services**: In a preliminary ruling of 8 September 2009, Case C-42/07, the Court noted that restrictions on the freedom to provide services may be justified by overriding reasons in the general interest. In this particular case concerning games of chance, it said that the exclusivity granted by Portugal, to a non-profit organisation with a very long existence and operating under the strict control of the Portuguese Government, to organise and operate lotteries, lotto games and sports betting over the Internet is justified by the objective of the fight against fraud and crime, the risks being even higher on the Internet. The Court also recalls that in the absence of Community harmonisation in the field, it is up to each Member State to determine what is required in those areas, in accordance with its own scale of values, in order to ensure that the interests in question are preserved.

The Court rejected the appeal by Bwin, a privately owned online gaming undertaking based in Malta, and the Portuguese League for Professional Football which had organised the games and advertised them in violation of the Portuguese law.

♦ **Public service contracts**: In a preliminary ruling dated 19 May 2009, judgement C-538/07, the Court held that Community law precludes any national provision which would have, as a consequence, the absolute prohibition on simultaneous and competing participation in the same tendering procedure by undertakings linked by a relationship of control, without allowing them an opportunity to demonstrate that that relationship did not influence their conduct in the course of that tendering procedure.

In the present case, a company called Assitur disputed the fact that the Milan Chamber of Commerce, Industry, Crafts and Agriculture (Italy) had, based on the criterion of the lowest price bid, awarded the provision of its mail service to a company called SDA Express Courier SpA whose capital is owned by another company which is itself wholly owned by Poste Italiane SpA.

♦ **Contracting authorities, public supply contracts or public service contracts, service concession or framework agreement**: In a decision dated 11 June 2009, judgement C-300/07, the Court said that Statutory sickness insurance funds that are chiefly financed by contributions payable by members, which are imposed, calculated and collected according to rules of public law, must be regarded as bodies governed by public law and therefore as contracting authorities. It also said that in the case of a joint procurement of goods and services, the determining criterion is the relative value of goods and services covered by the contract and should therefore be calculated. As for the legal distinction between "service concession" and "framework agreement", the Court said that a service concession exists where the agreed method of remuneration consists in the right of the service provider to exploit for payment his own service and means that he assumes the risk connected with operating the services in question.

In the case at hand, a manufacturer of orthopaedic shoes challenged the award of a contract by a German statutory sickness insurance fund and the Oberlandesgericht Düsseldorf and had therefore referred the matter to the court in a preliminary ruling.